

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES 2022

**Voteront-ils pour ou
contre le climat ?**



Dossier de presse

Moins d'un mois après la sortie du dernier rapport du GIEC, la saison 2022 des assemblées générales (AG) va débuter. De fin avril à début juin, les grands acteurs économiques et financiers vont convoquer leurs actionnaires pour leur rendre des comptes et leur présenter leur stratégie. C'est l'occasion pour les entreprises des énergies fossiles, ainsi que les banques, les assureurs et investisseurs de renforcer leurs politiques climat et réduire leurs soutiens au pétrole et au gaz. C'est aussi l'occasion pour les grands acteurs financiers d'user de leur pouvoir d'actionnaire pour pousser les entreprises à aller plus loin face à l'urgence climatique.

S'ils restent très minoritaires, les investisseurs sont de plus en plus vocaux sur les enjeux climatiques : dépôt de résolutions climatiques, consultation des actionnaires à travers les "Say On Climate", fronde contre des conseils d'administration dont l'action climatique a été jugée trop timorée, etc. Mais nombre d'entre eux ne sont pas encore prêts à voter à l'aune des impératifs climatiques.

Seront-ils à la hauteur cette année ? Décryptage des enjeux et des moments clés par Reclaim Finance, la première association en France 100% consacrée à mettre la finance au service du climat.

Contexte. L'urgence climatique s'invite aux assemblées générales	4
Un impératif : réduire notre dépendance aux énergies fossiles	4
Une menace : les plans d'expansion pétro-gazière	5
La complicité des banques, assureurs et investisseurs	6
Les "Say on Climate" : summum de l'hypocrisie des deux mondes	8
Les grands enjeux de la saison 2022	9
Reconnaître l'impératif scientifique de ne plus investir dans l'expansion pétro-gazière	9
Voter pour la transition des entreprises et contre leurs plans climaticides	10
Agenda : les assemblées générales à ne pas rater	12
Annexe. Assemblées générales des majors pétro-gazières et énergéticiens européens	18

CONTEXTE. L'URGENCE CLIMATIQUE S'INVITE AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Un impératif : réduire notre dépendance aux énergies fossiles

La quasi-totalité des politiques analysées cette saison des assemblées générales (AG) doit répondre à l'ultime urgence : celle de réduire notre dépendance aux énergies fossiles. Les AG démarrent quelques semaines après que les climatologues lancent le compte à rebours : il reste quelques années à peine pour éviter un emballement climatique. Ils soulignent un impératif : il faut réduire la production des énergies fossiles et chaque nouveau projet d'énergies fossiles représente une menace très concrète en nous écartant d'une trajectoire visant à limiter le réchauffement à 1,5°C. Ce verdict vient amplifier celui de l'Agence Internationale de l'Energie qui dans son scénario "Net-Zero" paru à la fin de la saison des AG de 2021, n'acceptait aucun nouvel investissement dans le charbon et la production pétrolière et gazière. Autrement dit, les experts et scientifiques sur le climat

et l'énergie s'accordent sur une ligne rouge à respecter au plus vite : ne plus développer de nouveaux projets de production d'énergies fossiles.

L'urgence de réduire notre dépendance aux énergies fossiles n'est pas seulement climatique, elle est aussi géopolitique et sociale. Comme l'a rappelé la guerre en Ukraine, les énergies fossiles sont à la racine de la crise climatique, et à la racine de conflits et violations des droits humains. L'entreprise française TotalEnergies illustre cette réalité aux quatre coins du monde : Russie, Yemen, Birmanie, Mozambique et aujourd'hui en Afrique de l'Est où la major pétro-gazière développe un méga projet pétrolier Tilenga/EACOP. Fin mars, des activistes ougandais et tanzaniens sont venus en Europe pour alerter le Pape, la commission des droits de l'Homme à Genève, le gouvernement français, et les acteurs financiers - banques, assureurs et investisseurs de TotalEnergies - sur les activités du groupe et ses impacts environnementaux et humains dans leur pays.



If governments are serious about the climate crisis, there can be no new investments in oil, gas and coal, from now - from this year



Fatih Birol, IEA director, 2021

Tilenga et EACOP : les projets pétroliers XXL de TotalEnergies

Les projets Tilenga et EACOP que veut développer TotalEnergies, ce sont 400 puits de pétrole au bord du Lac Albert en Ouganda, et 190 000 barils par jour acheminés par le plus grand oléoduc chauffé au monde. Si TotalEnergies arrive à financer ce projet, l'oléoduc traversera de nombreuses réserves et aires protégées en Ouganda et en Tanzanie, menaçant de contaminer les réserves d'eau douce de l'Afrique de l'Est. Sa construction implique déjà le déplacement et l'expropriation de plus de 100 000 personnes. La société civile alerte sur les violations de droits de ces populations et les menaces qui pèsent sur ceux qui les dénoncent.

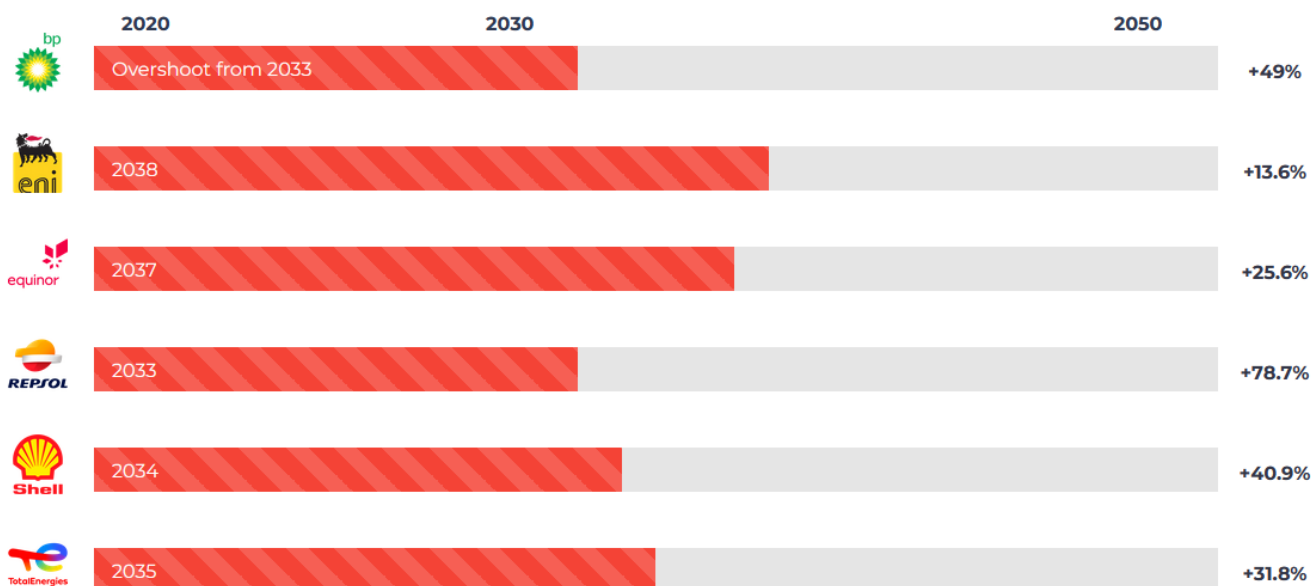
Une menace : les plans d'expansion pétro-gazière

Les ambitions du secteur pétro-gazier ne connaissent pas de frontières. Aux quatre coins du monde, de l'Arctique à l'embouchure de l'Amazone en passant par le golfe du Mexique et les zones protégées d'Ouganda et de Tanzanie, on dénombre des projets d'exploration, d'extraction et transport d'hydrocarbures en cours de développement. En octobre 2021, la [Global Oil and Gas Exit List](#) révélait que plus de 96% des entreprises du secteur pétro-gazier upstream recensées dans le monde développent encore de nouveaux projets pétroliers et gaziers. Tous ces futurs projets sont désormais incompatibles avec les exigences scientifiques pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. En outre, près de la moitié des volumes prévus sont issus de sources non-conventionnelles (forages en Arctique ou deep offshore, pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux) avec des impacts encore plus dramatiques pour l'environnement et les populations.

[Selon une récente analyse du Climate Action 100+](#), un groupe de 700 investisseurs, aucune des 36 entreprises passées en revue par les investisseurs ne dispose de plans d'investissements alignés sur 1.5°C. Reclaim Finance a plus particulièrement passé au crible les engagements des six plus gros producteurs européens de pétrole et de gaz TotalEnergies, BP, Shell, ENI, Equinor et Repsol. Contrairement à l'idée que ces entreprises seraient "best in class", l'analyse révèle [qu'elles méritent le titre de Major Failure](#). En effet, malgré leurs engagements pour la neutralité carbone,

49% des futurs projets pétro-gaziers des entreprises visent la production de pétrole et gaz "non conventionnels" : schistes, sables bitumineux, Arctique et ultra deep offshore

(source : [Global Oil Gas Exit List, 2021](#))



The six majors will overshoot their 1.5°C carbon budget by 2038 at the latest.

toutes investissent dans de nouveaux champs pétroliers et gaziers conventionnels et non-conventionnels et dépasseront donc largement et rapidement leur budget carbone compatible avec une trajectoire de réchauffement d'1,5°C (source : [Etude Major Failure](#), Reclaim Finance, mars 2022).

La complicité des banques, assureurs et investisseurs

Si l'industrie arrive à repousser les frontières pétro-gazières, c'est grâce aux banques, assureurs et investisseurs. Si tous les plus gros acteurs financiers français ont désormais pris l'engagement d'aligner leurs activités de manière à limiter le réchauffement à 1,5°C, ils n'ont pas pris les mesures pour y arriver. Sur le charbon, le secteur financier français a d'ores et déjà tracé des lignes rouges pour ne plus soutenir le développement de ce secteur, et au contraire accélérer sa sortie (voir l'annexe pour le détail des AG des énergéticiens européens qui doivent mobiliser les acteurs

financiers français). En revanche, sur le pétrole et le gaz, le secteur financier français peine à adopter les mêmes restrictions. D'après notre outil de suivi [Oil and Gas Policy Tracker](#), les politiques, quand elles existent, restent limitées à quelques sous-secteurs des pétrole et gaz non conventionnels. Surtout, aucun groupe de taille significative n'a mis en place de politique d'exclusion robuste, limitant de manière significative les soutiens aux principales entreprises responsables de l'expansion pétro-gazière : à elles seules, 12 entreprises représentent près d'1/3 des plans d'expansion.¹ Si La Banque Postale a annoncé son objectif de sortir du pétrole et du gaz d'ici 2030 et, par la voix de son PDG lors du Climate Finance Day vouloir décliner cet engagement à ses filiales, la Banque Postale AM, dont les fonds ISR font la part belle à TotalEnergies, n'a toujours aucune politique pétrole et gaz. Le Crédit Mutuel se heurte selon toute apparence aussi à la valeur TotalEnergies pour enfin appliquer ses engagements pris en février 2021 à ses investissements.

Ainsi, **tous les grands acteurs de la Place financière de Paris peuvent continuer de**

1. Les 12 entreprises sont : Saudi Aramco, Gazprom, Petrobras, ExxonMobil, Chevron, ConocoPhillip, Equinor, Shell, TotalEnergies, Repsol, ENI and BP.

soutenir fortement l'expansion pétro-gazière, contribuant à rendre ces impératifs climatiques intenable. Malgré des communications très fortes sur le climat et l'environnement, aucun des grands groupes financiers français n'a non plus pris l'engagement de sortir du pétrole et gaz non-conventionnels en réponse à la commande ministérielle de Bruno Le Maire en 2020.

Selon l'étude [Banking on Climate Chaos](#) publiée en mars 2022, **les banques françaises ont contribué de 350 milliards de dollars à l'économie des énergies fossiles depuis l'Accord de Paris sur le climat**, dont 131 milliards de dollars de financements aux 100 entreprises qui développent le plus de nouveaux projets d'énergies fossiles. Dès le mois de janvier 2022, les 4 premières banques françaises, BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et Natixis, ont été impliquées dans plusieurs opérations financières de grande envergure au profit de BP, TotalEnergies et Saudi Aramco (via sa filiale EIG), chefs de file de l'expansion pétro-gazière.²

Les assureurs et réassureurs français AXA et SCOR n'endossent pas non plus leurs responsabilités en tant que chefs de file et membres fondateurs de la Net-Zero Insurance Alliance. Quand SCOR a tout simplement aucune restriction sur le pétrole et le gaz, AXA tente d'affirmer qu'une entreprise prévoyant de nouveaux projets pétroliers pourrait être considérée comme ayant un "plan de transition crédible", à rebours des scénarios et analyses scientifiques.

Les investisseurs français restent également des piliers de l'industrie pétro-gazière. D'après l'étude de Reclaim Finance '[The asset managers fueling climate chaos](#)', les 4 plus gros

Depuis l'Accord de Paris, les 4 premières banques françaises ont octroyé \$350 milliards aux énergies fossiles

(source : *Banking on Climate Chaos*, mars 2022)

gestionnaires d'actifs français Amundi, AXA IM, BNP AM et Ostrum détenaient collectivement à fin mars 2022, \$24 milliards dans 12 des principaux développeurs de pétrole et de gaz, incluant TotalEnergies, Gazprom et Exxon. Amundi, bras armé du Crédit Agricole et désormais le plus gros gestionnaire d'actifs à l'échelle européenne, est sans surprise le plus exposé, avec 19 milliards de dollars d'investissement dans ces entreprises. Alors qu'ils sont nombreux à justifier leurs investissements dans les poids lourds du secteur pétrolier et gazier en affirmant les engager pour les pousser à se décarboner, l'analyse des politiques d'engagement et de vote des investisseurs français jette le doute sur la validité de ce discours : aucun des principaux investisseurs français ne demande explicitement l'arrêt du développement de nouveaux projets pétroliers et gaziers, moins d'un sur deux met en œuvre des sanctions en cas d'échec du dialogue et moins d'un quart se dit prêt à déposer des résolutions pour faire progresser les entreprises sur les questions climatiques (étude Reclaim Finance "[Engagement actionnarial, les investisseurs au service du statu quo](#)").

2. BP a émis 2 milliards d'euros d'obligations en janvier 2022, dont 667 millions grâce à BNP Paribas et Groupe Crédit Agricole. EIG Global Energy Partners, détenue à 49% par Aramco Oil Pipelines Company, a émis 2,5 milliards de dollars d'obligations en janvier 2022 avec le soutien de BNP Paribas, Natixis, le Crédit Agricole et la Société Générale. TotalEnergies a émis 1,75 milliards d'euros d'obligations en janvier 2022 avec l'appui de plusieurs banques, dont BNP Paribas.

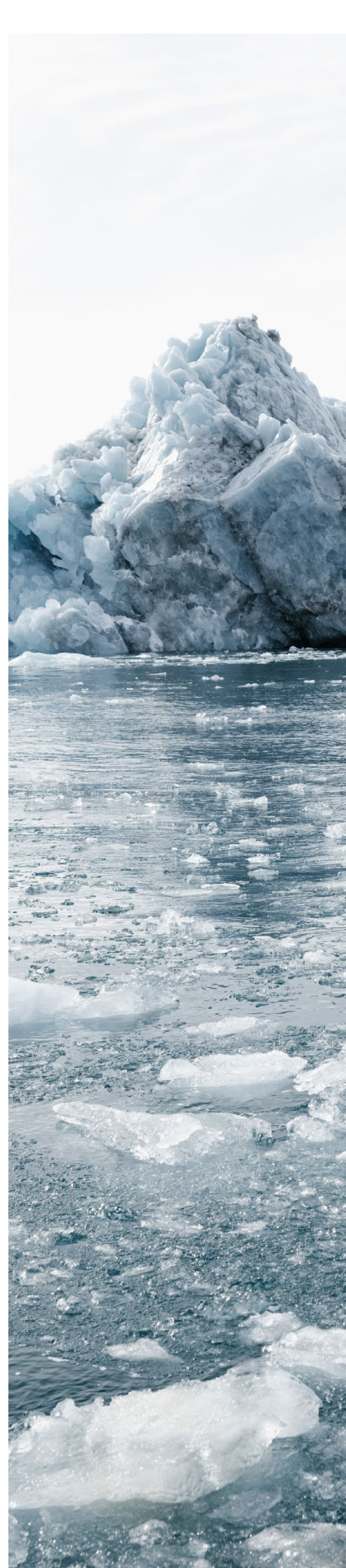
Les "Say on Climate" : un risque élevé d'hypocrisie et greenwashing

Un nombre croissant d'entreprises consultent leurs actionnaires lors de leur AG sur leur plan climat. **Ce qui a le potentiel de devenir un exercice intéressant de gouvernance est très vite devenu un exercice de greenwashing** qui fait autant les intérêts des entreprises que de leurs actionnaires. D'une part, chaque entreprise est libre de choisir le contenu et la forme des informations à intégrer à son plan. D'autre part, à moins qu'il soit intégré aux statuts de l'entreprise ou imposé par la voie réglementaire, le "Say on Climate" est un processus ad hoc sur lequel peut s'engager ou non une entreprise chaque année. Cela offre une parfaite opportunité pour l'entreprise et ses actionnaires de se donner l'apparence de l'action climatique sans contraindre aucunement la stratégie de l'entreprise. De facto, les actionnaires ont en très grande majorité approuvé les plans présentés en AG en 2021. C'est par exemple le cas des plans de Vinci et TotalEnergies, pourtant très lacunaires et avec une ambition climatique très faible. Le plan "climat" de TotalEnergies avait recueilli l'assentiment de plus de 90% des actionnaires alors qu'il prévoyait d'augmenter de 30% de la production de gaz fossile d'ici à 2030 et de consacrer plus de 80% des investissements aux énergies fossiles.

Pour rompre dès maintenant avec une dynamique qui consisterait pour l'entreprise à compléter chaque année à la marge le plan présenté en y ajoutant au fur et à mesure de nouveaux éléments - de manière à permettre aux actionnaires de justifier leur vote positif, en soutien aux "progrès effectués" - un groupe d'actionnaires français a déposé une résolution pour l'AG de TotalEnergies, visant à inscrire dans les statuts de l'entreprise une obligation de consulter annuellement ses actionnaires sur un plan climat contenant une liste précise d'éléments permettant d'évaluer pleinement le niveau d'ambition et l'alignement de son plan de transition contre un scénario 1,5°C avec peu ou pas de dépassement et un faible recours aux émissions négatives.

Il semblerait que cette résolution ne sera pas soumise aux votes des actionnaires en raison du retrait d'un des investisseurs et du passage sous la barre des titres requis pour valider la procédure. En 2011, une première résolution n'avait pu aboutir à TotalEnergies en raison des pressions ou tractations opérées par Total sur certains déposants. Le groupe n'avait pas non plus ménagé ses efforts en 2020³ pour dissuader les actionnaires de voter la résolution climat déposée en vue de l'AG du groupe. Malheureusement, en 2021, de nombreux investisseurs avaient plébiscité des plans lacunaires et non alignés.

3. <https://www.climatico.fr/pourquoi-la-neutralite-carbone-de-total-fait-debat>



LES GRANDS ENJEUX DE LA SAISON 2022

Reconnaître l'impératif scientifique de ne plus investir dans l'expansion pétro-gazière

Les assemblées générales sont souvent l'occasion pour les grands groupes financiers - banques, investisseurs et assureurs - de faire le point sur leurs engagements climat et d'annoncer des mesures supplémentaires ainsi que les chantiers à mener. Tous sont membres des coalitions d'acteurs financiers pour l'atteinte de la neutralité carbone et ont déjà ou doivent annoncer leurs cibles de décarbonation. Mais tous font aussi l'objet de demandes croissantes de la société civile de cesser tout soutien aux développements pétro-gaziers.

L'année dernière, beaucoup d'acteurs financiers avaient justifié a posteriori ne pas avoir fait de grandes annonces pour le climat

en se référant à la date tardive, fin mai, de la publication du scénario Net-Zero de l'AIE. Autrement dit, ils ne savaient pas avant. Mais depuis un an, les acteurs financiers tardent à répondre aux appels de la société civile à cesser tout soutien aux développements pétro-gaziers. Au contraire, beaucoup tentent de délégitimer ou réinterpréter le scénario Net Zero de l'AIE.

Cette année, alors que les scientifiques du GIEC viennent de corroborer les conclusions de l'AIE et de rappeler l'urgence à agir, les acteurs financiers doivent enfin reconnaître publiquement la nécessité de mettre un terme à l'expansion pétro-gazière et s'engager à tendre vers cet objectif d'ici la COP27, en adoptant de nouvelles politiques.

Les assemblées générales sont souvent l'occasion pour les grands groupes financiers - banques, investisseurs et assureurs - de renforcer leurs politiques climat et présenter ces avancées à leurs actionnaires.

Les actionnaires face au plan climat de TotalEnergies

Cette année, les actionnaires TotalEnergies devront se prononcer sur au moins deux résolutions climat : le plan climat de l'entreprise et une résolution actionnariale déposée par un groupe de 11 investisseurs appelant TotalEnergies à se doter de cibles climatiques alignées sur l'Accord de Paris

Depuis un an, la société civile appelle banques, assureurs et investisseurs à cesser tout soutien aux développements pétro-gaziers. Il s'agit à la fois de cesser les soutiens directs aux projets, mais aussi aux entreprises qui les développent. Actuellement, aucun de ces grands groupes financiers français ne conditionne ses services financiers aux entreprises à un renoncement de l'entreprise à ses futurs projets pétroliers et gaziers. Il est impératif qu'en 2022, banques, assureurs et investisseurs adoptent des politiques d'exclusion visant les entreprises développant de nouveaux projets.

Voter pour la transition des entreprises et contre leurs plans climaticides

Les actionnaires possèdent un réel pouvoir d'influence sur les entreprises dans lesquelles ils investissent et ont à ce titre un rôle déterminant à jouer dans la décarbonation de pans entiers de l'économie. Encore faut-il que cette démarche dite "d'engagement actionnarial" dépasse les beaux discours et se traduise dans les faits par des demandes exigeantes et des actes concrets et cohérents avec la science. Les assemblées générales de 2022 seront un moment de vérité pour "l'engagement actionnarial" en faveur du climat : les votes des investisseurs lors des AG seront un révélateur direct de leur volonté et capacité à faire bouger les entreprises.

a. Faire barrage aux faux plans climat

Cette année, cinq des six majors pétrolières européennes - TotalEnergies, Shell, BP, Equinor et Repsol - ont annoncé une consultation de ce type. En France, et mis à part TotalEnergies, huit autres sociétés feront de même, dont ENGIE, EDF ou encore Amundi. Si le vote des actionnaires sur les "Say on Climate" est uniquement consultatif, il permet néanmoins d'envoyer un signal fort quant à l'adhésion ou non des investisseurs à la stratégie climatique des entreprises.

S'il est souhaitable que les investisseurs accompagnent la transition des entreprises, notamment s'agissant du secteur pétrolier et gazier, il est incompréhensible qu'ils continuent à soutenir des plans qui continuent à aggraver leur dette climatique plutôt que d'œuvrer à la résorber. Les investisseurs doivent donc refuser de donner leur blanc-seing à des plans climat parcellaires et incompatibles avec la limitation du réchauffement





à 1,5°C. A défaut, ils affaibliront leur capacité de négociation vis-à-vis des entreprises desquelles ils exigent davantage d'efforts sur le climat. Ils se mettraient également en contradiction avec leurs propres engagements d'atteinte de la neutralité carbone et de décarbonisation de leur portefeuilles.

b. Soutenir les résolutions d'actionnaires visant à renforcer les plans climat des entreprises

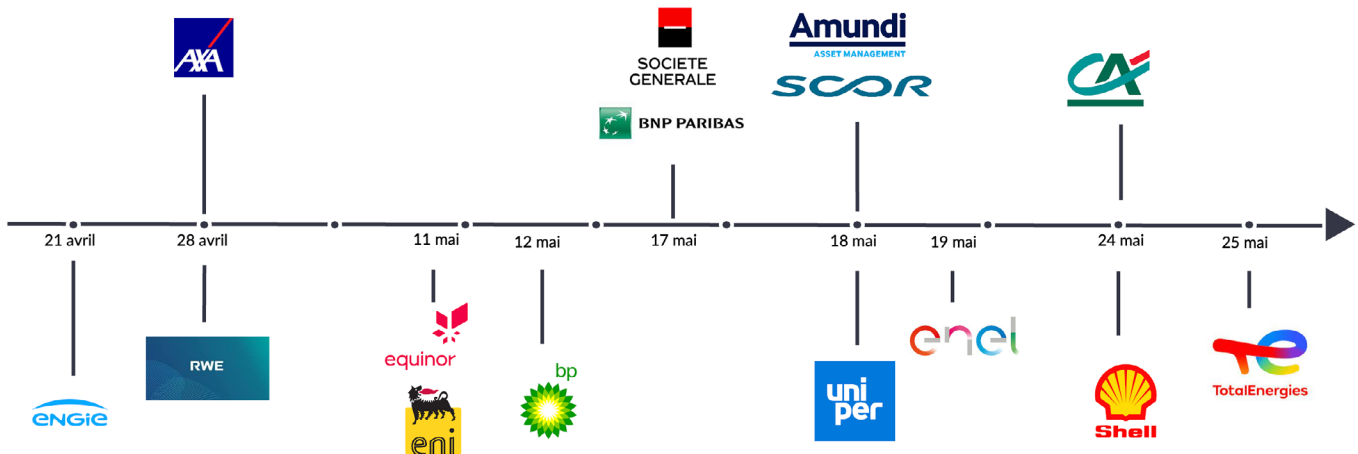
De plus en plus d'investisseurs responsables déposent de leur propre initiative des résolutions dites "actionnariales" demandant aux entreprises d'en faire davantage sur le climat. En France, le contexte juridique et la culture des investisseurs rendent le dépôt de résolutions moins aisé et moins fréquent. Une résolution, déposée en vue de l'AG de TotalEnergies exige de la major française qu'elle publie des cibles climatiques cohérentes avec les objectifs de l'Accord de Paris. Des résolutions répondant au même esprit ont également été déposées chez plusieurs autres major pétrolières (Shell, BP, Equinor, ExxonMobil, Chevron, etc.). Ces résolutions permettent aux investisseurs de souligner aux entreprises l'insuffisance de leurs plans climatiques et les inviter à réhausser leur ambition.

c. S'opposer au renouvellement des membres du conseil d'administration des entreprises qui persistent à développer de nouveaux projets fossiles

Au-delà des résolutions purement climatiques, les actionnaires peuvent intégrer des enjeux relatifs au climat à leurs votes sur tous les autres points figurant à l'ordre du jour des AG : approbation des comptes, nomination de membres des conseils d'administration, rémunération des dirigeants, etc.

S'opposer au renouvellement du mandat des membres du conseil d'administration qui continuent à développer de nouveaux projets fossiles est un levier particulièrement puissant et utile à la main des investisseurs. En effet, les actionnaires ne sont pas directement compétents en matière de stratégie - c'est d'ailleurs pour cette raison que les votes "Say on Climate" sont consultatifs - mais ils ont la responsabilité de nommer les administrateurs qui, eux, valident la stratégie de l'entreprise. Les administrateurs qui sollicitent un renouvellement de leur mandat sont particulièrement comptables des orientations prises par l'entreprise au cours des dernières années.

AGENDA : LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES À NE PAS RATER



ENGIE

Le 21 avril, l'assemblée générale d'Engie

- L'assemblée générale sera sur le thème du climat et s'annonce comme un test décisif pour "l'engagement actionnarial". En effet, si Engie prévoit de "sortir" du charbon, sa stratégie est insuffisante et problématique. L'énergéticien se contente de céder la plupart de ses actifs charbon au lieu de les fermer.
- En outre, il prévoit un recours croissant au gaz, s'enfonçant dans les énergies fossiles plutôt que d'entrer réellement en transition.
- Les investisseurs soucieux du climat doivent mettre à profit la tenue de l'AG d'ENGIE pour voter contre le "Say on Climate" défaillant proposé par l'énergéticien, mais aussi pour le questionner sur ses inquiétants choix de transition.

Pour aller plus loin, lire le briefing investisseurs publié par Reclaim Finance (téléchargeable en anglais uniquement).

Notre porte-parole : Guillaume Pottier, chargé d'engagement actionnarial à Reclaim Finance, guillaume@reclaimfinance.org, +33750890549



Le 28 avril, l'assemblée générale d'AXA

- Si AXA a été pionnier pour la sortie du charbon, il continue d'assurer un avenir au pétrole et au gaz. En octobre 2021, l'assureur a annoncé une nouvelle politique pour restreindre ses couvertures assurantielles et investissements au pétrole et au gaz. Malheureusement, sa politique ne fait que la moitié du chemin : AXA peut continuer à assurer des nouveaux projets pétroliers jusqu'en 2024 et même au-delà dans certains cas, et n'a pas annoncé la fin des couvertures d'assurance aux nouveaux projets gaziers.
- En tant qu'investisseur, AXA reste un actionnaire d'entreprises pétro-gazières comme TotalEnergies et Shell. En 2021, AXA avait approuvé les plans climat de TotalEnergies et Shell pour saluer la démarche de consultation des actionnaires, tout en indiquant qu'il serait "crucial que TotalEnergies et le reste de l'industrie pétrolière et gazière continuent à relever leur ambition [climatique].
- Puisqu'il est désormais établi que le niveau d'ambition de ces plans n'est pas suffisant, il importe qu'AXA IM en tire les conséquences en s'y opposant.

Pour aller plus loin, lire le décryptage de Reclaim Finance sur la politique pétrole et gaz d'AXA

Notre porte-parole sur AXA : Lucie Pinson, directrice de Reclaim Finance, +336.79.54.37.15



Le 17 mai, l'assemblée générale de BNP Paribas

- Entre 2016 et 2021, BNP a octroyé plus de \$142 milliards aux énergies fossiles, et décroche le titre de 5ème financeur mondial de l'expansion des énergies fossiles.
- En 2021, BNP Paribas a pris l'engagement de rejoindre les rangs des banques engagées à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et à réduire les émissions de 50% d'ici 2030. Malheureusement, les mesures prises par le groupe ne permettront pas d'atteindre cet objectif puisque la banque peut encore soutenir les entreprises qui développent de nouveaux projets pétroliers et gaziers, y

compris dans les secteurs controversés comme les forages arctiques, offshore et le gaz naturel liquéfié.

- En tant qu'investisseur, BNP Paribas reste elle un bras armé de l'expansion pétro-gazière en investissant copieusement dans des entreprises comme TotalEnergies et Shell (source : Bloomberg, Q1 2022). BNP Paribas AM avait d'ailleurs soutenu les pseudo plans climat des deux majors pétro-gazières européennes en 2021.
- BNP Paribas AM devra apporter cette année des preuves tangibles de l'efficacité de sa démarche d'engagement, en s'opposant aux "Say on Climate" défailants présentés par les entreprises pétro-gazières européennes et en soutenant l'ensemble des résolutions climatiques actionnariales déposées chez ces entreprises.

Pour aller plus loin, [lire notre décryptage des soutiens financiers de BNP Paribas au pétrole et au gaz](#)

Notre porte-parole sur BNP Paribas : Louis-Maxence Delaporte, chargé de finance zéro fossile, +336.48.64.39.75



Le 17 mai, l'assemblée générale de Société Générale

- Entre 2016 et 2021, Société Générale a octroyé plus de \$87 milliards aux énergies fossiles.
- A l'instar des autres banques françaises, Société Générale s'est engagée en 2021 à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et à réduire les émissions de 50% d'ici 2030. Malheureusement, sa nouvelle politique lui permet encore de soutenir les entreprises qui développent de nouveaux projets pétroliers et gaziers comme ExxonMobil et Chevron, les 2ème et 3ème plus gros développeurs de schiste. Société Générale est également très impliquée dans deux méga-terminaux d'exportation de gaz de schiste en Amérique du Nord (Rio Grande LNG et Driftwood LNG).
- Si la banque veut crédibiliser ses engagements sur le climat, elle doit s'engager à exclure tout soutien à tout nouveau projet pétrolier et gazier ainsi qu'aux entreprises les développant.

Pour aller plus loin, [lire notre décryptage des soutiens financiers de Société Générale au pétrole et au gaz](#)

Notre porte-parole : Louis-Maxence Delaporte, chargé de finance zéro fossile, +336.48.64.39.75



Le 18 mai, l'assemblée générale de SCOR

- Le 4ème plus gros ré/assureur au monde n'a pas encore adopté de restrictions sur le secteur pétrole et gaz malgré ses engagements sur le climat. En effet, SCOR figure parmi les membres fondateurs de l'Alliance des Assureurs engagés à limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.
- Si SCOR s'est récemment engagé à ne pas assurer le projet EACOP porté par TotalEnergies en Afrique de l'Est, il doit désormais étendre cet engagement à tout nouveau projet de production d'énergies fossiles.
- SCOR a démontré ses dernières années sa capacité à montrer l'exemple en matière climatique, en étant notamment le premier réassureur international à adopter des engagements sur le secteur du charbon.
- L'assemblée générale 2022 permettra de confirmer si Laurent Rousseau, le nouveau DG de SCOR, est réellement prêt à "accélérer la course vers zéro émission nette, et ainsi à renforcer la mission de long terme de SCOR consistant à protéger les populations et les sociétés du monde entier." comme il s'y est engagé.

Pour aller plus loin, lire notre lettre au PDG de SCOR en vue de l'assemblée générale.

Notre porte-parole sur place : Ariel Le Bourdonnec, chargé de campagne assurances, +336.99.39.92.85



Le 18 mai, l'assemblée générale d'Amundi

- En pleine croissance, la filiale du Crédit Agricole est devenue le plus gros investisseur en France et en Europe. Mais ses (nombreux) engagements sur le climat sont-ils sincères ? En janvier, nous révélions que Amundi avait \$4,8 milliards encore investis dans le charbon dont une partie importante via des fonds passifs non encadrés par sa politique d'exclusion sur le charbon.

- Par ailleurs, Amundi est investi à hauteur de \$19 milliards dans 12 des principaux développeurs d'hydrocarbures, mettant à mal sa capacité à s'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris. Amundi est même le 1er actionnaire de TotalEnergies, actuellement impliqué dans le développement de méga-projets en Arctique russe et en Afrique de l'Est.
- Jusqu'à présent, Amundi se défend en invoquant une politique d'engagement forte auprès des entreprises dont elle est actionnaire mais sa politique de vote l'année passée a fait preuve d'incohérences. Amundi a par exemple voté en faveur du plan climat défaillant à l'AG de TotalEnergies en 2021.
- Ses votes aux assemblées générales 2022 permettront d'évaluer les progrès d'Amundi en la matière: Amundi va-t-il voter contre le plan climat de TotalEnergies cette année ? Soutenir les résolutions actionnariales visant la major française ? Enfin sanctionner les administrateurs des entreprises qui continuent à développer de nouveaux projets dans le charbon, comme le prévoit sa politique et contrairement à ce que son historique de vote en 2021 laisse entrevoir ?

Pour aller plus loin, lire [le rapport de Reclaim Finance sur Amundi](#)

Notre porte-parole : Lara Cuvelier, chargée de campagnes investissements durablesclimat, +336.68.45.18.93



Le 24 mai, l'assemblée générale de Crédit Agricole

- Entre 2016 et 2021, la banque a octroyé 75 milliards de dollars aux énergies fossiles. Elle figure également dans le top10 mondial des banques qui financent le plus les entreprises pétro-gazières actives en Arctique et dans l'offshore. Crédit Agricole est même le 1er banquier de TotalEnergies, et figure en bonne place parmi les soutiens de Gazprom, Saudi Aramco et Petrobras, des gros développeurs de nouveaux projets pétroliers et gaziers.
- Malheureusement, la nouvelle politique du groupe pour réduire ses soutiens aux énergies fossiles ne permet pas de freiner l'expansion pétro-gazière.
- Si le groupe veut mériter son appellation de "banque verte" et d'investisseur "responsable", il doit annoncer la fin de ses services financiers aux entreprises développant encore de nouveaux champs pétroliers et gaziers.

Pour aller plus loin, lire notre décryptage des engagements climat du Crédit Agricole fin 2021.

Notre porte-parole : Louis-Maxence Delaporte, chargé de finance zéro fossile, +336.48.64.39.75



Le 25 mai, l'assemblée générale de TotalEnergies

- Cette année, les actionnaires de TotalEnergies devraient être amenés à voter sur plusieurs résolutions liées au plan climat de TotalEnergies. D'un côté, la direction de l'entreprise propose de nouveau un vote consultatif sur son plan climat. Etant donné que le plan reste largement incomplet et loin d'être aligné avec les objectifs climat de nombreux investisseurs, nous les appelons à voter contre. Etant donné que TotalEnergies développe encore les hydrocarbures, il n'a pas de plan de transition crédible et aura consommé la totalité de son budget carbone d'ici 2035 au plus tard. Les investisseurs ne doivent pas se laisser bernier comme en 2021 et s'opposer à cet exercice s'apparentant davantage à de la communication verte qu'à la planification d'une transition crédible.
- De l'autre, deux groupes d'actionnaires ont déposé des résolutions climatiques actionnariales. Une première résolution exige de la major française qu'elle publie des cibles climatiques cohérentes avec les objectifs de l'Accord de Paris ; tandis que la seconde résolution actionnariale prévoit l'instauration d'un mécanisme de consultation annuelle des actionnaires sur un plan climat répondant à un cahier des charges très précis (comprenant notamment des cibles de baisses des émissions dès 2025). Les investisseurs soucieux du climat doivent soutenir ces deux résolutions.
- Enfin, TotalEnergies reste l'une des principales entreprises dans le monde développant de nouveaux projets pétroliers et gaziers. Il importe que les investisseurs s'opposent immédiatement à ce choix stratégique climaticide en votant contre le renouvellement des administrateurs de l'entreprise dont le mandat arrive à échéance.

Pour aller plus loin, lire notre décryptage du "plan climat" sur lequel TotalEnergies va consulter ses actionnaires.

Notre porte-parole : Lucie Pinson, directrice de Reclaim Finance, +336.79.54.37.15

ANNEXE

Assemblées générales des majors pétro-gazières et énergéticiens européens



RWE

Le 28 avril, l'assemblée générale de RWE

- Après avoir longtemps été le plus important émetteur de CO₂ d'Europe, RWE a laissé la place en 2021 à son concurrent polonais PGE, mais de très peu : l'entreprise polonaise n'émet qu'1.6% de CO₂ de plus que l'énergéticien allemand.
- Non content d'être l'un des énergéticiens européens utilisant le plus de charbon pour produire de l'électricité, RWE exploite aussi des mines de charbon en Allemagne et en Hongrie. RWE prévoit de ne sortir du charbon qu'en 2038 au sein de l'UE/OCDE, et compte entre temps développer ses activités gazières, au détriment d'une réelle transition énergétique en faveur des énergies renouvelables.
- Les investisseurs soucieux du climat doivent mettre à profit la tenue de l'AG de RWE pour sanctionner son absence de transition en s'opposant à la proposition de nomination d'un nouvel administrateur d'une part, ainsi qu'en s'opposant au quitus donné aux membres du conseil d'administration (comme le recommande l'association allemande des actionnaires critiques).

Pour aller plus loin, lire le décryptage de Reclaim Finance en vue de l'assemblée générale (à venir).

Notre porte-parole : Claire Maraval, chargée de la transition énergétique européenne, Reclaim Finance, + 33 6 85 45 80 27



Le 11 mai, l'assemblée générale d'ENI

- L'assemblée générale sera sous le signe du climat étant donné que le principal producteur pétro-gazier italien va consulter ses actionnaires sur son plan de transition énergétique. C'est l'occasion de tester l'engagement actionnarial des investisseurs.
- En effet, malgré de nouvelles annonces, le plan climat d'ENI n'est toujours pas aligné avec l'objectif d'1,5°C : l'entreprise planifie de nouveaux projets pétro-gaziers et dépassera son budget carbone avant 2038 !
- Les investisseurs qui se disent engagés pour le climat doivent sanctionner la démarche expansionniste d'ENI en s'opposant au renouvellement des membres de son conseil d'administration.

Pour aller plus loin, lire [notre décryptage du "plan climat"](#) sur lequel ENI va consulter ses actionnaires.

Notre porte-parole : Guillaume Pottier, chargé d'engagement actionnarial, +33750890549



Le 11 mai, l'assemblée générale d'Equinor

- Si Equinor fait partie des entreprises du secteur pétro-gaziers perçues comme "en transition", une étude approfondie du plan climat d'Equinor révèle qu'il est loin d'être aligné avec l'objectif d'1,5°C : la major norvégienne planifie de nouveaux projets pétro-gaziers et dépasse son budget carbone au plus tard en 2037 !
- À l'assemblée générale, la major norvégienne prendra le poul de ses investisseurs sur ce plan climat via un vote consultatif. Il est important que les investisseurs votent contre ce "Say on Climate" étant donné qu'il ne répond pas à l'urgence climatique.

- Dans le même temps, il importe que les investisseurs soutiennent la résolution climatique d'initiative actionnariale figurant à l'ordre du jour de l'AG et sanctionnent la démarche expansionniste d'Equinor en s'opposant au renouvellement des membres de son conseil d'administration. Dans le même temps, il importe que les investisseurs soutiennent la résolution climatique d'initiative actionnariale figurant à l'ordre du jour de l'AG et sanctionnent la démarche expansionniste d'Equinor en s'opposant au renouvellement des membres de son conseil d'administration.

Pour aller plus loin, lire notre décryptage du "plan climat" sur lequel Equinor va consulter ses actionnaires.

Notre porte-parole : Guillaume Pottier, chargé d'engagement actionnarial, +33750890549



Le 12 mai, l'assemblée générale de BP

- Cette année, BP va pour la première fois consulter ses actionnaires sur son plan de transition énergétique. C'est l'occasion de tester l'engagement actionnarial des investisseurs.
- En effet, le plan climat de BP est loin d'être aligné avec l'objectif d'1,5°C : l'entreprise planifie de nouveaux projets pétro-gaziers et dépassera son budget carbone d'ici 2033 au plus tard !
- Les investisseurs qui se disent engagés pour le climat doivent mettre à profit la tenue de l'AG de BP pour voter contre le "Say on Climate" défaillant proposé par la major, mais aussi pour le questionner sur ses inquiétants choix de transition.
- BP est également la cible d'une résolution climatique déposée par des actionnaires. Les investisseurs doivent soutenir cette résolution. Enfin, la stratégie d'expansion fossile de BP doit être sanctionnée par des votes contre le renouvellement des administrateurs dont le mandat arrive à échéance.

Pour aller plus loin, lire notre décryptage du "plan climat" sur lequel BP va consulter ses actionnaires.

Notre porte-parole : Guillaume Pottier, chargé d'engagement actionnarial, +33750890549



Le 18 mai, l'assemblée générale d'UNIPER

- FORTUM/UNIPER est l'un des principaux producteurs d'électricité à partir d'énergie fossile en Europe et peine à proposer un plan de sortie du charbon à la hauteur de l'urgence climatique. L'énergéticien prévoit une date de sortie du charbon en 2038 au sein de l'UE/OCDE, date qui ne couvre pas toutes ses centrales, et mise de plus en plus sur le gaz, au détriment des énergies renouvelables.
- Il demeure par ailleurs actif en Russie à travers ses 12 centrales à gaz ou à cycle combiné. UNIPER s'appuie très largement sur le gaz russe, en hausse depuis le début de la guerre.
- Malgré tout, FORTUM/UNIPER trouve sa place dans les portefeuilles de multiples acteurs financiers, qu'il s'agisse de BNP Paribas, de la Société Générale ou du Crédit Agricole. Ces investisseurs doivent mettre à profit la tenue de l'AG d'UNIPER pour sanctionner l'entreprise en s'opposant à la nomination des membres de son conseil de surveillance afin de signaler leur désapprobation du plan de sortie du charbon incomplet et de la stratégie de transition vers le gaz proposés par UNIPER.

Pour aller plus loin, lire [le décryptage de Reclaim Finance](#) sur Fortum/Uniper.

Notre porte-parole : Claire Maraval, chargée de la transition énergétique européenne, Reclaim Finance, + 33 6 85 45 80 27



Le 19 mai, l'assemblée générale d'ENEL

- Avec une sortie du charbon annoncée en 2027 et une sortie du gaz prévue en 2040, l'énergéticien italien fait figure d'exemple sur le papier. ENEL doit désormais appliquer sa stratégie de transition. Concernant le charbon, ENEL n'a pas encore annoncé de dates détaillées de sortie, et prévoit de convertir certaines centrales ... au gaz.

- En matière de gaz, les projets de nouvelles centrales à gaz en Italie doivent être abandonnés, et l'entreprise doit renoncer définitivement à la construction de son terminal LNG sicilien.
- Lors de l'AG d'ENEL, ses investisseurs doivent demander des précisions sur son calendrier de sortie du charbon et sur la mise en place de sa stratégie de sortie du gaz.

Pour aller plus loin, lire notre décryptage sur ENEL (à venir)

Notre porte-parole : Claire Maraval, chargée de la transition énergétique européenne, Reclaim Finance, + 33 6 85 45 80 27



Le 24 mai, l'assemblée générale de Shell

- Pour la deuxième année consécutive Shell va consulter ses actionnaires sur son plan de transition énergétique, et rendre compte de la mise en œuvre du plan. C'est l'occasion de tester l'engagement actionnarial des investisseurs.
- En effet, le plan climat de Shell est loin d'être aligné avec l'objectif d'1,5°C : l'entreprise planifie de nouveaux projets pétro-gaziers et dépassera son budget carbone d'ici 2034 au plus tard !
- Les investisseurs qui se disent engagés pour le climat doivent mettre à profit la tenue de l'AG de Shell pour voter contre le "Say on Climate" défaillant proposé par la major, mais aussi pour soutenir la résolution climatique d'initiative actionnariale qui a été déposée et sanctionner les projets expansionnistes de l'entreprise en votant contre le renouvellement des administrateurs dont le mandat arrive à échéance.

Pour aller plus loin, lire [notre décryptage du "plan climat"](#) sur lequel Shell va consulter ses actionnaires.

Notre porte-parole : Guillaume Pottier, chargé d'engagement actionnarial, +33750890549

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES 2022

Voteront-ils pour ou contre le climat ?

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

Contact

anais@reclaimfinance.org
06.70.08.58.98

Crédits photo

Pexels - Nick Bondarev

